

Voici le code HTML structuré selon vos consignes : ``html

DOUÉ MATKRÉO

Institut National Supérieur de l'Élevage de
Moussoro (INSEM)
Chef de Département de Transformation et
Technologie Agroalimentaire
Moussoro

Intervieweur : DJIKOLMBAYE DJIBÉ (Osée),
Consultant, Expert en Orientation et Insertion
Professionnelle.

Intervieweur : Oui, pour l'utiliser, analyser les données. Alors, comme je le dirais, nous sommes dans le cadre du programme APES-Tchad, appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur au Tchad, et nous travaillons à la mise en place d'une cellule d'aide à l'orientation au sein de l'institut de Moussoro. Pour cela, je voudrais m'entretenir avec vous en tant que chef de département sur les conditions de mise en place de cette cellule et sur son utilité pour le département. Nous allons échanger sur le quotidien de vos activités. Cela m'aidera ensuite à fournir un rapport

au commanditaire de la mission, à savoir le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Ambassade de France, qui souhaitent doter chaque institution partenaire du projet APES de cette cellule pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Je voudrais donc vous demander de vous présenter et de me parler de votre quotidien à la tête du département, ainsi que des responsabilités qui vous incombent.

Interviewé : Merci beaucoup. Moi, j'ai pour mission de coordonner le département de Transformation et Technologie Agroalimentaire. Je suis spécialiste en pollution animale, avec une option en nutrition et alimentation des monogastriques. Je suis affecté à l'INSEM depuis 2020 en tant que chargé de cours, puis en 2024, j'ai pris la tête du département de Développement de produits agroalimentaires. Actuellement, ce département est très récent au sein du ministère de l'Élevage, car il s'agit d'un ministère partenaire de cette institution supérieure. Ce département a été créé récemment par le ministère de l'Élevage, car il n'existait pas encore de formation spécifique en technologies de transformation des produits d'élevage. Auparavant, les étudiants devaient se rendre au Niger pour suivre un master dans ce domaine. Heureusement, nous avons commencé à former nos propres étudiants ici à Moussoro. Cependant, il n'existe pas encore d'agents qualifiés dans ce domaine au niveau du ministère de l'Élevage. C'est pourquoi nous sommes sur le

terrain pour étudier les problèmes et proposer des solutions. Le ministère nous a clairement indiqué qu'il ne pouvait pas recruter des agents extérieurs pour notre département. Il faut donc former nos propres ressources humaines.

Intervieweur : En tant que chef de département, quelles sont les activités ou les dossiers qui mobilisent principalement votre attention ?

Interviewé : Actuellement, le principal défi de notre département est le manque de matériel de transformation adapté. Nous évoluons dans le domaine de la technologie agroalimentaire, où l'objectif est de transformer les produits d'élevage comme le lait, la peau et les sous-produits. Pour cela, nous avons besoin d'outils technologiques performants. Or, nous manquons cruellement d'équipements permettant d'assurer un enseignement pratique de qualité en matière de transformation et de technologie des produits. Sans ces outils, il est difficile de transmettre correctement les savoirs aux étudiants.

Intervieweur : Au sein de votre département, existe-t-il une structure, même informelle, qui permet d'informer les étudiants sur leur avenir professionnel ? Disposez-vous d'un dispositif pour

l'orientation et l'insertion des jeunes formés dans votre département ?

Interviewé : À Moussoro, nous avons bénéficié d'un projet ponctuel portant sur la transformation de la peau. Une étude du milieu a été réalisée pour évaluer les possibilités de transformation locale. Un ingénieur est venu travailler avec nous sur ce projet, mais il s'agissait d'une initiative isolée. En dehors de cela, nous n'avons pas encore de dispositif structuré pour l'orientation ou l'insertion professionnelle.

Intervieweur : Vous souvenez-vous du nom de cet ingénieur ?

Interviewé : Je ne me souviens plus de son nom ni de la date exacte de son intervention. Ils sont venus effectuer une étude du milieu, mais je n'ai pas ces informations en mémoire.

Intervieweur : Si un étudiant vient vous voir avec des doutes sur son avenir professionnel, comment se déroulent vos échanges avec lui ?

Interviewé : En tant que professionnel de l'élevage, je l'oriente vers les opportunités de transformation. Cependant, la transformation technique reste limitée. Par exemple, nous pouvons

transformer le sang en bouillie sanguine pour nourrir la volaille, ou les os en farine pour l'alimentation des animaux. Ces activités sont souvent menées de manière informelle. Les gens extérieurs à notre formation viennent parfois chercher des produits transformés à l'abattoir de N'Djamena, mais ils ne sont pas formés. Nos étudiants, eux, pourraient expliquer comment transformer ces sous-produits de manière professionnelle. Pourtant, beaucoup de ces opportunités sont saisies par des non-professionnels qui partent au Nigeria pour les exploiter. À Moussoro, nous avons des ressources et des compétences, mais nous manquons de moyens pour démarrer des unités de transformation viables. Par exemple, nous pourrions conditionner des produits comme le sang ou les os pour les vendre à N'Djamena, où la demande est forte. Cependant, faute de matériel et de financement, nous ne pouvons pas concrétiser ces projets.

Intervieweur : Ce que vous dites est très intéressant. Cela m'amène à une question : ne serait-il pas pertinent d'inciter les étudiants à s'organiser en petits groupes, par exemple de cinq ou six personnes, pour travailler ensemble sur ces projets de transformation ? Ils pourraient ainsi créer une petite coopérative ou une structure similaire. Pendant leur formation, vous pourriez leur donner des idées entrepreneuriales concrètes. Par exemple, vous pourriez leur proposer de collecter

du sang ou des os, de les transformer et de les conditionner. Ensuite, vous pourriez organiser des journées portes ouvertes pour présenter leurs activités, comme la transformation du sang en nourriture pour la volaille ou des os en alimentation pour les ruminants. Cela leur permettrait de voir concrètement les débouchés possibles.

Interviewé : C'est une excellente idée. Il faut partir de petites unités de transformation et chercher des petits moyens pour produire de grands résultats. Normalement, c'est comme ça que cela fonctionne. Dans notre travail d'orientation et de recherche, il est essentiel de partir d'idées concrètes, réalistes et réalisables. Nous avons déjà la compétence et le savoir-faire, mais il nous manque les moyens pour commencer. La matière première est disponible, et nous avons des centres de collecte. Il suffirait de mettre en place un protocole et de faire une demande expresse à l'établissement. Par exemple, nous pourrions solliciter la réhabilitation d'un centre existant. Le département ou la délégation de l'élevage pourraient travailler avec nous pour avancer sur ce projet. C'est tout un dispositif que nous pourrions créer avec les étudiants et qui les préparerait directement au marché du travail. Au lieu de leur parler de manière théorique, nous pourrions les impliquer dans des projets concrets. Par exemple, si nos étudiants créent un groupe pour la transformation, ils auraient besoin de tel ou tel matériel. Le chef de département pourrait valider leurs besoins, et nous chercherions

ensemble des solutions. Comme on dit, « qui cherche trouve ». C'est exactement ce que je voulais dire. Cependant, il reste la question du « comment ». Depuis que j'ai terminé ma formation dans les écoles professionnelles, je n'ai jamais trouvé de projet concret à mettre en œuvre. Les idées sont là, mais comment les concrétiser ? Si nous mettons ces idées sur papier avec cinq étudiants, nous pourrions calculer un budget et monter une petite unité pour expérimenter. Par exemple, nous pourrions transformer du sang en nourriture pour volaille et voir les résultats. Si cela fonctionne, nous pourrions proposer ce produit à d'autres éleveurs. Progressivement, nous pourrions avancer. Par exemple, si cela coûte 100 000 francs, nous pourrions voir avec la directrice de l'institut.

Nous pourrions lui présenter un projet porté par cinq étudiants, avec un budget de 200 000 francs, et lui demander de solliciter la contribution de cinq ou six personnes identifiées dans la ville. Leur caution morale serait importante pour nous aider. Il y a des grands opérateurs économiques ici qui ont les moyens. Nous pourrions les solliciter au nom de l'institution, et non au nom d'une personne. C'est ainsi que j'essaie de bousculer parfois les mentalités. Je ne veux pas dire que les professionnels sont réticents, mais je pense qu'ils ont besoin d'être rassurés sur la moralité et la viabilité du projet. Est-ce que nous pouvons nous en sortir ? Quand on monte un projet, on a toujours l'économie en tête. Est-ce que cela va réussir ? Est-ce que cela va marcher ici à Moussoro ? Certains sont sceptiques, mais moi, je suis convaincu que

cela peut réussir. À N'Djamena, il y a beaucoup de demande, et le seul problème est le transport. Il n'y a pas d'évacuation facile des produits. Par exemple, le sang est souvent mal perçu dans nos cultures et nos traditions religieuses. Pourtant, c'est un produit très nutritif pour l'alimentation. C'est un problème culturel et religieux. Je pense que les personnes instruites comprennent mieux ces enjeux. C'est un volet très important que nous devons aborder. Je vais peut-être continuer cette réflexion avec vous.

Il faut que nous soyons concrets et que nous posions des actes concrets. Si nous arrivons à mettre en place cette unité, pourquoi ne pas la développer davantage, comme vous le mentionnez pour N'Djamena, pour créer une activité professionnelle qui pourrait rapporter et proposer des services aux éleveurs ? Cela pourrait être mutualisé et développé davantage. D'accord, j'ajoute encore un point à ce débat. Comme je l'ai mentionné, la production animale est complémentaire de la transformation. Ceux qui produisent les animaux, comme les volailles, ont besoin de nos services pour transformer leurs produits. C'est une synergie entre les deux formations. Si nous obtenons un bon financement bien géré, nous pourrions créer une unité de transformation viable. Je ne sais pas comment cela se passe au niveau de l'Ambassade de France avec leur volet micro-projets pour l'enseignement supérieur. Ils financent des projets à hauteur de 1 à 3 millions de francs. Est-ce que ce volet existe toujours ? Je vais me renseigner à ce sujet. Mais il faudra que vous, au niveau du département, vous

portiez ce projet. Par exemple, avez-vous connaissance de collègues qui ont soumis des projets à l'Université de Pala ? Il y a deux ans, un collègue a obtenu 3 millions pour améliorer les conditions de travail des filles à l'Université de Pala. L'Ambassade de France finance des micro-projets.

Interviewé : Oui, ce volet existe. Par exemple, il y a eu un projet financé à 3 millions, mais je ne sais pas s'il est toujours actif. La gestion doit être rigoureuse. Il faudra que ce soit un projet porté par vous. Par exemple, il existe des formulaires à remplir. Si c'est un projet de votre département, l'Ambassade de France pourrait vous décaisser les fonds pour que vous puissiez l'exécuter et rendre compte. Il faut donc vous tenir informé et consulter régulièrement leur site. Moi-même, si je ne le fais pas, je parlerai à la responsable lors de la restitution. Si tout se passe bien, elle viendra probablement en mission dans les établissements partenaires, même si ce n'est pas cette année, peut-être au début de l'année prochaine. Ce sont des pistes concrètes que vous pourriez explorer. Au niveau du département de Technologie, nous pourrions monter un projet nécessitant 1,5 à 2 millions pour démarrer une unité ici. Nous vous remettrions les résultats. Si ce projet réussit, ces résultats parleront pour nous et nous permettront d'aller chercher d'autres financements. Il faut que nous impulsions cette dynamique entrepreneuriale en partant de choses concrètes que nous pourrions communiquer. Franchement, ce sont des sujets qui

me tiennent à cœur, c'est pourquoi nous restons un peu accrochés à cette idée.

Intervieweur : Quand vous parlez de ce nouveau département, cela signifie-t-il qu'il n'y a pas encore de promotions de diplômés ?

Interviewé : Si, il y a déjà des diplômés. Ceux qui ont terminé leur formation reviennent parfois sur le terrain. L'année dernière, par exemple, des étudiants formés dans des ONG ont été bien accueillis. Nos domaines, notamment la nutrition, sont parfois confondus avec la nutrition humaine.

Par exemple, nous formons les étudiants à transformer le lait en produits comme le yaourt, qui est destiné à la consommation humaine. Nous avons eu des filles qui ont suivi ce parcours et qui sont bien intégrées dans le milieu professionnel, notamment dans les hôpitaux où elles sont appréciées. Cependant, une fois sur le terrain, nous perdons souvent leur trace. Nous n'avons pas de méthode structurée pour rester en contact avec eux et suivre leur parcours professionnel.

Intervieweur : Disposez-vous d'une méthode pour rester informé du parcours des diplômés de votre département ?

Interviewé : Non, totalement. Nous n'avons pas de système pour suivre les anciens étudiants. Ceux

qui reviennent nous donnent parfois des nouvelles, mais c'est informel. Par exemple, l'année dernière, des étudiants en stage dans des ONG nous ont fait part de leur expérience positive, mais nous n'avons pas de suivi systématique.

Intervieweur : Comment évaluez-vous les gestes professionnels enseignés à vos étudiants ? Pensez-vous que les diplômés de votre département acquièrent les compétences nécessaires pour être compétitifs sur le marché du travail ?

Interviewé : Oui, ils acquièrent les compétences nécessaires, mais le problème est qu'ils ne trouvent pas toujours des opportunités concrètes pour les appliquer. Comme je l'ai mentionné, la transformation des produits d'élevage est encore peu développée au Tchad. Il existe quelques initiatives privées, mais elles sont souvent à petite échelle et peu hygiéniques. Par exemple, dans les fermes, le conditionnement des produits est souvent négligé. Pourtant, le conditionnement est un geste professionnel essentiel dans notre filière. Il faut savoir collecter les œufs, les nettoyer, les conditionner correctement, ou encore transformer le lait en yaourt dans des conditions hygiéniques. Dans le secteur informel, les transformations sont souvent réalisées dans de mauvaises conditions d'hygiène. Pourtant, nos étudiants sont formés pour appliquer les normes d'hygiène. Le problème est

que les employeurs ne sont pas toujours prêts à rémunérer correctement ces compétences.

Intervieweur : Les normes d'hygiène sont-elles souvent négligées ?

Interviewé : Oui, c'est un problème récurrent. Les petites unités de transformation informelles ne respectent pas toujours les normes d'hygiène, ce qui limite la qualité des produits et leur acceptation sur le marché.

Intervieweur : Voici un peu les échanges concrets sur l'objet de cette mission, qui consiste à réfléchir à la création d'une cellule d'aide à l'orientation. Quel est votre avis sur ce sujet ? Comment les départements pourraient-ils contribuer à différents niveaux à la création de cette aide à l'orientation ? Quelles ressources seraient nécessaires pour mettre en place une telle structure ? Une structure d'orientation et d'insertion au sein de l'institut vous semble-t-elle utile ?

Interviewé : Oui, une telle structure serait très utile. Pour qu'elle fonctionne bien, il faudrait d'abord du matériel pour les transformations, car nous en manquons cruellement. Par exemple, nous avons quelques matériels pour la transformation du lait ou du yaourt, mais ils sont insuffisants. L'année dernière, un collègue a rapporté du matériel, mais

son coût était trop élevé pour l'institut. Il faudrait des équipements spécialisés pour la transformation, et ces équipements doivent être gérés par des spécialistes, c'est-à-dire par les personnes que nous formons.

Intervieweur : Les spécialistes sont bien ceux que vous formez, n'est-ce pas ?

Interviewé : Oui, exactement. Par exemple, un spécialiste en transformation agroalimentaire doit avoir un master dans ce domaine. Certains de nos étudiants ont obtenu un master en transformation au Niger ou au Cameroun, mais ces formations sont théoriques et peu pratiques. Quand je parle de matériel technique, je fais référence aux machines de transformation, comme celles utilisées pour produire du yaourt. Nous avons ces équipements dans un laboratoire, mais le projet a pris fin. Depuis, nous n'avons plus accès à ces outils. Par exemple, pour transformer le lait, il faut des machines de pasteurisation, de conditionnement et de conservation. Sans ces équipements, il est impossible de former correctement les étudiants.

Actuellement, nous n'avons que des outils théoriques sans application pratique. Si nous avons un réfrigérateur solaire ou un système de conservation, nous pourrions fabriquer des produits comme le yaourt et les conserver. Sans matériel de conservation, les produits périssent rapidement. L'année dernière, nous avons fabriqué du yaourt ici, mais sans conservation, il ne pouvait pas être

stocké. Si nous avons le matériel nécessaire, nous pourrions produire et conserver ces produits.

Intervieweur : Merci beaucoup pour ces échanges, qui sont très enrichissants. Cela nous aidera à rédiger le rapport et à le soumettre aux commanditaires, qui décideront ensuite des suites à donner. Je vais mettre en avant les besoins spécifiques de votre département, notamment en outils et en matériel, pour rendre l'enseignement plus pratique et moins théorique. Cela sera inclus dans le rapport destiné à chaque institution partenaire. Hier, comme vous l'avez mentionné, vous n'êtes pas non plus informé de la plateforme APES-Tchad. Cette plateforme vise à mobiliser les enseignants pour alimenter son contenu en continu. Ce n'est pas à moi de le faire, mais c'est Béchir qui s'en occupe. Peut-être qu'à son retour, il vous en parlera plus en détail pour vous aider à mieux structurer vos contributions. Avec les cours mis en ligne, par exemple, le chef de la scolarité a déjà partagé certains cours. Chacun peut contribuer. Cette plateforme, une fois créée, sera accessible numériquement et gérée quotidiennement au sein de l'établissement par un responsable désigné.

Intervieweur : Merci beaucoup pour votre disponibilité et pour cet échange très riche. Je vais vous montrer un peu la plateforme APES-Tchad.

Interviewé : Oui, je la connais. Elle est accessible sur Google. Si vous tapez « APES-CHAD », vous la trouvez. C'est le point « poco » du projet APES-Tchad, appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur au Tchad. Dans cette plateforme, il y a une section dédiée aux établissements universitaires bénéficiaires du projet. On y trouve l'INSEM, l'Université de N'Djamena, l'Université de Sarh, etc. En cliquant sur l'INSEM, on accède à la présentation de l'institut, de ses formations, et notamment aux cours disponibles. Par exemple, dans la section des cours, on trouve des podcasts comme l'édologie générale ou des cours d'embryologie. Ces cours sont mis en ligne par les enseignants, et les étudiants peuvent les consulter, même sans accès à Internet grâce à un hébergeur local. Les anciens étudiants sont également sollicités pour contribuer à la plateforme. Par exemple, si j'ai un cours à partager, je peux le mettre en ligne et informer les étudiants. Il existe même des boxes hors ligne où les étudiants peuvent accéder aux cours sans connexion Internet. Cela permet de mutualiser les pratiques pédagogiques et de rendre les ressources accessibles à tous. De plus, un guide des métiers est en cours de production. À l'issue de ce projet, un autre guide sera élaboré pour présenter les métiers liés à la transformation, à la production animale et à la santé animale. Ce guide permettra aux étudiants de mieux s'informer sur les débouchés professionnels. Parfois, le temps manque pour tout leur expliquer en cours, mais s'ils ont un support numérique ou physique, ils peuvent

consulter ces informations et mieux se préparer. J'ai même préparé un cours sur ce sujet, mais je n'ai pas eu le temps de vous le remettre aujourd'hui. Cependant, avec cette plateforme numérique, j'ai déjà partagé certaines ressources.

Intervieweur : Merci pour ces précisions. Cela montre bien l'importance de cette plateforme pour structurer les ressources et faciliter l'accès aux formations.